

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

Épreuve orale d'entretien

Sujet n° 1

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

La démocratie participative : une réalité mouvante et un mouvement résistible

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/279196-la-democratie-participative-par-loic-blondiaux>

[Loïc Blondiaux](#) - Professeur de science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Publié le 26 mars 2021

Document tronqué (...) 996 mots

La notion de démocratie participative fait partie de ces notions floues, dont le succès réside précisément dans l'ambivalence. Devenue un mantra politique pour les uns, déconsidérée par les autres, elle reste largement indéterminée et peut renvoyer tout autant à de petits exercices classiques de communication politique qu'à des tentatives de redistribution réelle de pouvoir.

Le vocable a une histoire. Il apparaît pour la première fois en 1962 aux États-Unis, dans le cadre des mouvements étudiants de lutte pour les droits civiques. Il donne lieu à plusieurs efforts de théorisation dans le monde anglo-saxon au cours de cette même décennie, mais ne s'utilise guère en Europe avant la fin des années 1990.

Les contours de l'impératif participatif

Le retour en grâce de l'idée de participation citoyenne à la décision coïncide avec le début d'un processus de déconsolidation des démocraties représentatives qui se prolonge et s'accélère de nos jours. La défiance croissante des citoyens à l'égard des autorités politiques dans la plupart des démocraties occidentales, la montée de l'abstention électorale, l'abaissement du seuil de tolérance au discours d'autorité ont contribué à éroder fortement la légitimité de leurs gouvernants.

Simultanément, l'élévation du niveau général d'éducation, l'affaiblissement des corps intermédiaires – interlocuteurs traditionnels du pouvoir – et la montée en puissance des réseaux sociaux ont changé le contexte de la décision politique et obligent à penser différemment l'action publique. À l'échelle locale, de nombreux projets d'aménagement rencontrent désormais l'opposition de riverains. À l'échelle nationale, des mouvements sociaux récents ont soulevé la question du fonctionnement des institutions de la démocratie représentative à l'image des Gilets jaunes.

La diversité des modèles participatifs

En France, certains dispositifs sont inscrits dans la loi, d'autres sont à l'initiative des gouvernements locaux et nationaux et/ou relèvent encore de l'expérimentation. Certains visent à associer les citoyens très en amont du processus de décision en permettant à ces derniers de contester l'opportunité du projet, voire de participer à la définition du problème, d'autres se contentent de les consulter alors même que la décision est déjà ficelée, sinon déjà prise.

Un article classique de 1969 de Sherry Arnstein propose ainsi une "échelle de la participation citoyenne" en distinguant trois grands paliers :

- le premier est celui de **la manipulation ou de la "non-participation"** et renvoie aux réalités dans lesquelles il s'agit simplement de donner l'illusion d'une association des citoyens à la discussion ;
- le second est celui de **la "coopération symbolique"** : il s'agit cette fois d'informer ou de consulter mais sans donner véritablement de pouvoir d'agir à ceux auxquels on s'adresse ;
- la troisième catégorie de démarches participatives, celle du troisième palier de l'échelle, seule mériterait d'être considérée comme participative en ce qu'elle donne aux citoyens le statut de **"partenaires" de l'action publique**, leur déléguerait une parcelle de pouvoir ou leur permettrait de contrôler réellement la décision.

La démocratie participative enfin ne s'est pas immiscée dans tous les secteurs de l'action publique, certains ont été impactés à ce jour beaucoup plus que d'autres.

Depuis la fin des années 1990, toute une série de lois est venue imposer aux collectivités locales la mise en place d'instances de participation avec les citoyens : la loi Voynet en 1999 qui instaure les conseils de développement à l'échelle intercommunale, ou de la loi dite démocratie de proximité de 2002 qui impose la création de [conseils de quartier](#) dans toutes les villes de plus de 80 000 habitants. Les collectivités locales sont devenues des laboratoires en matière de démocratie participative et c'est à cette échelle que les expériences les plus innovantes ont aujourd'hui cours.

Deux textes fondamentaux sont venus fonder l'obligation d'associer les citoyens à la législation sur l'environnement. La loi Barnier de 1995 crée une institution originale, la Commission nationale du débat public, dont la mission est d'organiser des débats avec les citoyens sur tous les grands projets d'infrastructure d'intérêt national susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. La [Charte de l'environnement de 2004](#), et intégrée dans la Constitution énonce que "toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement" (art. 7).

Dans un rapport de 2020, l'OCDE recense et analyse plus de 250 expériences d'assemblées ou de jurys composés de citoyens tirés au sort à travers le monde et parle à ce sujet de véritable "vague délibérative".

Les limites d'un mouvement contesté

La démocratie participative rencontre aujourd'hui un ensemble de limites qui permet de relativiser son influence dans la politique contemporaine.

Comment intéresser les citoyens et les amener à consacrer du temps à des démarches dont ils ne mesurent pas toujours l'importance ? Cette question de la disponibilité mentale et matérielle est une question cruciale qui ne peut être réglée que de deux manières :

- en abaissant les coûts de la participation (facilité d'accès, horaires aménagés, indemnisation...);
- et en garantissant que la participation aura une influence sur la décision.

C'est parce que le plus souvent la discussion avec les citoyens n'exerce qu'une influence marginale ou nulle sur les politiques que les citoyens s'en désintéressent. Le problème s'accroît lorsque l'on considère les publics structurellement éloignés de la politique.

Chez de nombreux citoyens ainsi que chez les professionnels de la politique, continue à prévaloir une vision dans laquelle le pouvoir et la légitimité doivent rester l'apanage des élus.. Elle coexiste avec une conception assez restrictive du rôle de la délibération, dans laquelle il s'agit moins de s'écouter et de se convaincre que d'imposer son point de vue à l'adversaire.

Une dernière évolution peut laisser penser enfin que ce mouvement en faveur de la participation n'est pas irrésistible et peut connaître des reculs. La [loi de 2020 relative à l'accélération et à la simplification de l'action publique](#) risque d'aboutir à une "régression significative" du droit à la participation. Au nom de l'efficacité, de la réduction des délais et de la simplification, il se peut que nous assistions à un rétrécissement progressif de ce droit encore fragile.
